

Un champ d'exploration sociale complètement négligé : la surdité

Pierre J. G. Vennat

Volume 3, numéro 2, automne 1990

Pratiques féministes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301098ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301098ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vennat, P. J. G. (1990). Un champ d'exploration sociale complètement négligé : la surdité. *Nouvelles pratiques sociales*, 3(2), 181–186.
<https://doi.org/10.7202/301098ar>

❖ Un champ d'exploration sociale complètement négligé: la surdité

Pierre J. G. VENNAT
Journaliste
La Presse

Je suis malentendant de naissance: il me reste environ 35 % de restes auditifs de chaque oreille, grâce auxquels, avec l'aide de prothèse auditives puissantes, j'ai réussi jusqu'ici à me débrouiller. Je ne suis donc pas sourd, pas plus que celui qui porte des verres, si puissants soient-ils, est aveugle. Je suis malentendant parce que j'entends mal. Et bien sûr, je souffre de surdité partielle, à 65 %. Le sourd, lui, n'est pas malentendant. Il n'entend pas! Mais, entre lui et moi, il y a des affinités. Il y a 300 000 sourds et malentendants au Québec, 300 000 personnes qui ne peuvent entendre normalement, dont un bon nombre, au moins 50 000, sont des sourds profonds qui utilisent le langage gestuel, faute de pouvoir, en plus d'entendre, parler pour être compris.

Jusqu'à la fin des années 60, on ne possédait aucune donnée sur leur cas, et cela se comprenait assez bien. Tout d'abord, les sourds profonds qu'on appelait à l'époque les sourds-muets, étaient éduqués en institution, à Montréal ou à Québec, par les Clercs de Saint-Viateur ou les Sœurs de la Providence. À la même époque, les audioprothésistes n'étaient pas encore formés en corporation professionnelle et seuls les gens en moyens s'adressaient aux «vendeurs» de prothèses, lesquelles, d'ailleurs, étaient

loin d'être aussi sophistiquées qu'aujourd'hui. Ce qui fait que, bien souvent, les «durs d'oreille» étaient laissés à eux-mêmes.

Au début des années 70, les choses ont commencé à changer. Tout d'abord, grâce aux efforts d'une Association québécoise pour enfants avec problèmes auditifs (AQEPA), les enfants sourds furent envoyés à l'école dans leur milieu et les institutions d'antan supprimées. C'est ainsi que les enfants sourds furent intégrés dans leur milieu naturel et qu'il fallut remplacer les religieuses et les frères par des enseignants spécialisés. Il se développa donc des classes spéciales en certains milieux. Dans d'autres écoles, et surtout en région, l'unique enfant sourd de l'école s'est souvent retrouvé intégré «de façon sauvage» dans la classe d'un enseignant ou d'une enseignante «ordinaire», sans formation orthopédagogique.

C'est alors que l'AQEPA décida de prendre les choses en main. Déjà, en 1974, elle s'était dotée d'un local. La même année, ma femme et moi décidions de nous y impliquer: avec l'aide financière de l'Association, j'ai fondé une revue bimestrielle, *Entendre*. Cette revue devait devenir le lieu où tous ces intervenants, des jeunes hommes et des jeunes femmes pour la plupart, feraient connaître leurs expériences, leurs petits trucs, comme on disait alors. Car, jusqu'ici, on ne jurait au Québec que par Gallaud College, à Washington, seule université pour les sourds en Amérique, par la *Volta Review*, par l'Université McGill ou le Montreal Children's Hospital. Seize ans plus tard, *Entendre* existe toujours, vouée à démystifier la surdité, à conseiller les parents d'enfants sourds, à servir d'encouragement et de lien entre les divers intervenants. Avec le temps, cette revue est devenue un instrument appréciable de vulgarisation scientifique en matière de lutte à la surdité au Québec et d'intervention en ce domaine.

En 1977, l'AQEPA devenait le premier mouvement de sourds à se doter d'une permanence. Une des premières constatations fut que si on voulait que les jeunes sourds aient de bons services, il fallait développer un bon réseau d'intervenants, les soutenir et les encourager. L'AQEPA décida donc d'organiser des journées-rencontres pour intervenants où tous les enseignants d'enfants sourds du Québec, ainsi que les autres intervenants (orthophonistes, audiologistes, travailleurs sociaux) pourraient, une ou deux fois par année, faire le point ensemble. Ces journées-rencontres connurent un véritable succès. Les dernières ont eu lieu à la mi-novembre 1989 et elles répondent toujours à un besoin.

De concert avec d'autres associations (l'Association des Devenus Sourds, le Centre québécois pour la déficience auditive), l'AQEPA suscita l'émergence de nouvelles professions ou spécialités: interprètes gestuels pour sourds ne s'exprimant qu'en signes, interprètes oraux pour ceux qui

lisent sur les lèvres, preneurs de notes pour les sourds faisant des études supérieures, etc. Et petit à petit, il se sut, au moins dans le monde de la santé et celui de l'éducation, que dans telle école ou telle commission, ou encore dans tel hôpital ou centre de réhabilitation, tel enseignant, tel orthopédagogue, tel médecin, tel audiologiste, tel orthophoniste ou tel audiothésiste avait tenté telle expérience, réussi telle innovation, essayé tel nouveau procédé, telle nouvelle méthode.

En 1976, on était à l'heure des «sommets socio-économiques» mis au monde par le Parti québécois. Confrontés à des demandes quelques fois divergentes provenant de différents groupuscules de sourds, les principaux décideurs de la société (ministres, leaders syndicaux et patronaux) exigeaient que la communauté sourde se regroupe, fasse un bilan de la situation, une liste d'épicerie de ses demandes puis les présente, unifiés, au reste de la communauté. De là surgit l'idée, que je lançai dans *Entendre*, de tenir un sommet socio-économique sur la déficience auditive. Voilà qui était plus facile à dire qu'à faire mais pourtant, cela fut fait.

Les sourds, souvenons-nous, ne communiquent pas par téléphone et n'écoutent pas la radio. Ils sont dispersés sur tout le territoire québécois. De plus, plusieurs d'entre eux n'ont pas l'usage de la parole. Certains sont nés de parents francophones, d'autres anglophones; même en leur écrivant, il faut donc s'assurer que l'on sera compris. Certains lisent sur les lèvres, d'autres pas; certains entendent plus ou moins bien grâce à des prothèses, d'autres pas. Certains sont sourds de naissance, n'ont jamais entendu, et ne savent pas ce que l'on dit quand on parle de radio, de musique, de téléphone, de haut-parleurs, de sirènes de police et j'en passe. Il existe plusieurs organismes, sportifs ou culturels, regroupant des sourds, mais la majorité des sourds et malentendants vivent seuls dans leur coin. Et pourtant, il nous fallait rejoindre et rassembler tout ce monde ou leurs représentants, connaître leurs besoins, leurs aspirations, etc. Beau défi!

Nous n'avions aucune étude démographique, aucune étude statistique valable, aucune étude sociologique, aucune étude économique qui pouvait nous renseigner sur le nombre de sourds québécois, leur statut économique, les difficultés qu'ils rencontrent, etc. Ils avaient beau être 300 000, aucun sociologue ne s'était penché sur eux au Québec. En fait, les universités, les différents ministères semblaient plutôt compter sur nous pour faire enfin le point. Nous partions vraiment de zéro.

Nous avons donc formé un comité organisateur et nous nous sommes servis des différents programmes gouvernementaux pour obtenir les fonds nécessaires à la constitution d'une permanence de quatre personnes durant un an. Pendant un an et demi, nous nous sommes réunis au moins une

fois par semaine. Nous avons scruté toute la documentation possible, questionné tous les hôpitaux, tous les CLSC, toutes les commissions scolaires du Québec, à la recherche de leur clientèle sourde ou malentendante. Les quatre jeunes permanents motivés et moi avons rédigé étude sur étude, rapport sur rapport, pour en arriver à un état de la situation le plus complet possible. Parallèlement, nous avons fait libérer, avec solde, un typographe sourd de *La Presse*; pendant six mois, il a parcouru les divers groupes organisés de sourds à travers le Québec pour les convaincre d'embarquer. Et tous ont répondu.

Effectivement, non seulement le Sommet eût-il lieu, mais il fut un succès. Pendant trois jours, le dernier de janvier 1986 et les deux premiers de février, au Centre Sheraton de Montréal, se tint le premier Sommet de la déficience auditive, non seulement au Québec mais fort probablement au monde. C'est du moins ce que prétendit le président de la Fédération mondiale des sourds, venu des États-Unis pour l'occasion. Outre les représentants politiques, plus de 600 personnes sourdes (et les représentants de leurs associations) de tout le Québec participèrent aux délibérations. Pendant trois jours, elles ont fait le bilan pour définir qui sont les sourds, ce qu'ils veulent, ce dont ils ont besoin pour prendre leur place dans la société.

Réalisation d'autant plus digne de mention que pour réussir cet événement, il avait fallu des traducteurs de l'anglais au français et vice versa, des interprètes gestuels et oraux, un système d'infrarouge, des écrans géants pour transcrire toutes les résolutions et discussions pour ceux incapables de les entendre, bref, toute une technologie qu'il fallut presque créer pour l'événement et qu'aucun colloque, congrès, séminaire et encore moins un sommet socio-économique n'avait jamais utilisée. Et pourtant, ils ont tous réussi à communiquer, entre eux, et avec le monde entendant.

Malheureusement, fort peu de nouvelles initiatives se sont développées depuis le Sommet. Le Centre Rolland-Major organisa un vaste colloque sur la condition des personnes âgées sourdes; les actes, qui constituent un premier état de la situation au Québec, furent publiés. Le Centre québécois de la déficience auditive organisa, en octobre 1989, un colloque sur la vie associative des sourds: il s'agissait d'une première en milieu sourd où l'on sentait le besoin de structurer les associations existantes et leur organisme parapluie. Hélas! Ces événements n'ont pas réussi à susciter une collaboration multidisciplinaire tellement attendue.

J'ai pourtant essayé de renverser la vapeur. Depuis 1975, je suis invité à chaque année à un séminaire d'éthique sociale pour les futurs audiologistes-orthophonistes, et j'en profite toujours pour tendre la perche

de la collaboration. Néanmoins, en avril 1986, participant comme personne-ressource à un séminaire à l'École d'audiologie de l'Université de Montréal, j'ai fait scandale. Je devais reprendre, dans le numéro de septembre d'*Entendre*, l'essentiel de mon argumentation:

On parle beaucoup, surtout depuis le Sommet, de la situation économique des sourds. On dit qu'on veut les aider. On dit aussi, avec raison, que les sourds ont une histoire. Mais a-t-on jamais organisé des rencontres entre étudiants et professeurs en audiologie-orthophonie et ceux du Département des sciences économiques, de l'École des Hautes Études Commerciales, du Département d'Histoire?

Est-il impensable d'imaginer des travaux conjoints, des thèses de maîtrise ou de doctorat rédigées conjointement par des étudiants et des étudiantes de disciplines différentes travaillant conjointement sur un sujet donné? Des séminaires, au moins informels, organisés par des facultés différentes? Des rencontres entre étudiants de spécialités différentes, sur un thème commun, ailleurs qu'en party?

Pour tout dire, ça me semblait tellement évident – et souhaité par la communauté sourde – que je ne croyais pas lancer quoi que ce soit de révolutionnaire. Et j'étais convaincu, dans ma grande naïveté, que dès l'année 1986-1987, des séminaires conjoints, un colloque économie-audiologie ou sociologie-audiologie, un ou des mémoires de maîtrise sur l'économie sourde ou la culture sourde seraient en chantier.

Mal m'en prit, car lorsque je fus invité à nouveau, un an après, rien n'avait été fait. J'ai donc réitéré mon appel de l'année précédente, mais en faisant voir mon dépit devant tant d'immobilisme. Ai-je choqué certains professeurs? L'*establishment* universitaire? Est-il vrai que les étudiants se sont plaints que je voulais les obliger à en apprendre encore plus alors qu'ils s'estiment déjà surchargés, comme m'a dit le professeur qui m'avait invité? Toujours est-il que depuis ce jour de printemps 1987, je n'ai plus jamais été invité comme personne-ressource à l'École d'audiologie de l'Université de Montréal!

Par ailleurs, profitant de rencontres avec certains de mes copains sociologues collaborant à la revue *Possibles*, j'ai tâché de les intéresser à la culture sourde. On m'a écouté distraitement: les sourds et leurs besoins ne faisaient pas partie, du moins dans l'immédiat, des «possibles» susceptibles d'intéresser la revue. Pas plus de succès non plus auprès de la *Revue internationale d'action communautaire*: la remise en question des sciences sociales, à laquelle s'intéressait alors l'équipe, n'allait pas jusqu'à prévoir l'établissement de contacts formels entre praticiens des sciences humaines et audiologistes.

Je n'ai pas lâché prise pour autant. Entre temps, je m'étais tourné vers le Conseil du patronat du Québec qui, dans le cadre des sondages qu'il mène régulièrement auprès des entreprises québécoises, avait confié à son service de recherche le soin de fouiller la question des conditions des sourds. Pas moins de 960 entreprises québécoises d'importance ont répondu au questionnaire. Cela a donné une étude fouillée de 23 pages sur les forces et faiblesses des sourds sans emploi, les attentes et préjugés des employeurs, bref un état de la situation comme il ne s'était jamais fait auparavant pour ce genre de clientèle. En novembre 1989, à l'hôtel Méridien de Montréal, nous avons présidé, pour les 20 ans de l'AQEP, un vaste congrès scientifique où furent notamment dévoilés les résultats de cette étude, la première jamais effectuée au Québec sur les malentendants et le marché du travail.

Même s'ils ne sont pas comblés, les besoins de la société sourde demeurent. Une revue, qui s'est elle-même baptisée *Nouvelles pratiques sociales*, osera-t-elle se faire championne de ce rapprochement multidisciplinaire que je préconise entre sociologues et audiologistes? Économistes et audiologistes? La surdité ne constitue-t-elle pas un beau secteur en friche pour des intervenants à la recherche de... nouvelles pratiques sociales?

Le défi vous est lancé.